

L'invité de Grain de sel : Maurice Oudet

► Maurice Oudet a fondé le Service d'édition en langues nationales (Sedelan) à Koudougou, au Burkina Faso, en 1997, pour répondre aux besoins d'information des populations rurales. Il publie notamment un bulletin hebdomadaire intitulé *abc Burkina*, que l'on peut consulter sur le site www.abcburkina.net, rubrique : Vu au Sud, vu du Sud. Le bulletin n°196 d'*abc Burkina*, comme cette courte interview pour GDS, porte sur la souveraineté alimentaire.

GRAIN DE SEL : *Un forum mondial sur la souveraineté alimentaire doit bientôt avoir lieu au Mali, pourquoi cet événement est-il important ?*

MAURICE OUDET : L'objectif du forum est de vulgariser le thème de la souveraineté alimentaire auprès de l'opinion publique, c'est un droit fondamental qui ne peut être considéré uniquement sous l'angle du protectionnisme. Depuis quatre ou cinq ans le concept se diffuse, la souveraineté alimentaire est inscrite dans les politiques agricoles de plusieurs pays et dans celle de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Mais les réalisations sont incohérentes, le tarif extérieur commun (Tec) est bien trop libéral. Il est temps désormais de faire avancer la reconnaissance de ce droit par des actions. En Afrique de l'Ouest, une forte revendication existe, à nous de montrer qu'elle dépasse le monde paysan. Rassemblons les acteurs ! La préparation d'un forum mondial comme celui-là doit être l'occasion de trouver des alliés en ville — syndicats, ligues des consommateurs, etc. — à l'image des liens qui existent déjà, en Europe notamment.

Le forum vient donc s'inscrire dans un rapport de force, et sa visibilité doit être la plus grande possible, suscitant le déplacement de personnes qui, a priori,

ne seraient pas directement intéressées. Car tout le monde est concerné, c'est l'avenir de chaque pays qui est en jeu, même si les gens des villes ne s'en rendent pas compte, à court terme. Mais les actions se multiplient. La diffusion du film documentaire « Afrique en danger » a suscité la mobilisation d'étudiants burkinabé pour réclamer des plats nationaux dans les restaurants universitaires. L'Association citoyenne pour la défense des intérêts collectifs (AcDic), ONG camerounaise, a lancé une campagne nationale en faveur de la souveraineté alimentaire. Ce sont des exemples de prises de conscience menant à des actions concrètes.

Gds : *Après l'échec du cycle de négociations commerciales lancé à Doha en novembre 2001 puis suspendu à Genève en juillet 2006, quelles perspectives se dessinent ?*

MO : Désormais, dans le contexte international actuel, les accords de partenariat économique (APE) doivent mobiliser les efforts de tous. L'Afrique a besoin de soutien dans les négociations pour aboutir à un accord qui n'anéantisse pas la politique agricole de la Cedeao (Ecowap). Il y a urgence. L'Europe ne défend-elle pas sa politique agricole commune ? La Confédération paysanne du Faso a décidé de préparer

une pétition destinée à l'Union européenne, demandant un APE allant vers la souveraineté alimentaire africaine et respectant l'Ecowap. Il y a là quelque chose d'intéressant, cette idée doit être mise en œuvre lors du forum, avec le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), l'Association des organisations professionnelles paysannes du Mali (AOPP), etc.

Au niveau international, un courant souhaite que les accords portant sur l'agriculture, la pêche, la forêt et les ressources naturelles soient retirés des négociations de l'Organisation mondiale du commerce. Il s'agit alors de trouver une solution alternative, car le besoin de réglementation est réel. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pourrait être réformée, son mandat élargi à la recommandation de règles commerciales... à condition que les organisations paysannes en fassent partie et qu'elles disposent d'un pouvoir de décision, à l'image de la représentation des ouvriers et des employés au sein du Bureau international du travail. Il est tout de même aberrant de voir que les paysans sont exclus de cette instance, alors que ceux sont eux qui nourrissent le monde ! ■

sans
commentaire...

Une image

Une parole

Un chiffre



« Article 115 : Les résultats de la recherche financée sur fonds publics font partie du patrimoine de la Nation et sont diffusés et accessibles librement à tous les utilisateurs nationaux. »

Loi d'orientation agricole du Mali, adoptée le 16 août 2006.

4

Un tiers de la surface de la Terre, soit plus de 4 milliards d'hectares, est menacé par la désertification qui affecte directement plus de 250 millions de personnes dans le monde.

Source : <http://www.unesco.org/>